

# Conditions Générales d'Utilisation

## 1 Définitions

Les expressions suivantes, écrites en lettres capitales, qu'elles soient employées au singulier ou au pluriel, auront toujours les définitions suivantes dans le cadre des présentes conditions générales d'utilisation comme des conditions générales d'abonnement :

« **ADMINISTRATEUR** » désigne le MEMBRE représentant une entité juridique, une STRUCTURE du secteur sanitaire et social, disposant des droits d'administration du compte correspondant à cette même entité sur la PLATEFORME.

« **ANONYMISÉ** » vaut pour « pseudonymisé ». Cela signifie que les informations à caractère personnel propres aux membres ne sont pas systématiquement visibles des autres membres.

« **CGA** » désigne les conditions générales d'abonnement applicables au SERVICE PREMIUM.

« **CGU** » désigne les présentes conditions générales d'utilisation applicables aux SERVICES.

« **CLIENT** » désigne les structures qui ont souscrit un abonnement aux SERVICES PREMIUM.

« **COMPTE** » désigne l'espace personnel créé suite à l'inscription d'un MEMBRE. On distingue le COMPTE qui appartient au seul MEMBRE, du ou des PROFILS DE POSTES qui identifient le MEMBRE dans les STRUCTURES où il exerce une activité professionnelle.

« **COMPTE ADMINISTRATEUR** » désigne l'espace créé par un responsable d'une STRUCTURE pour administrer les fonctionnalités propres à celle-ci sur la PLATEFORME. Ce COMPTE appartient à la STRUCTURE en tant qu'entité juridique et non à un MEMBRE.

« **DESANONYMISÉ** » signifie ici que les informations personnelles des membres sont rendues visibles à d'autres MEMBRES que ceux de la STRUCTURE. Seul le membre concerné peut choisir de désanonymiser son profil.

« **IDENTIFIANTS** » désigne l'ensemble des informations nécessaires à l'identification d'un UTILISATEUR sur le SITE (nom d'utilisateur et mot de passe). Les identifiants permettent à l'UTILISATEUR d'accéder à des services réservés aux MEMBRES du SITE. Les IDENTIFIANTS sont strictement confidentiels.

« **MEMBRE** » désigne les UTILISATEURS obligatoirement professionnels des établissements sanitaires et/ou sociaux, inscrits sur la plateforme.

« **MEMBRE CERTIFIÉ** » désigne un MEMBRE dont le profil a été certifié manuellement par un ADMINISTRATEUR de son établissement employeur.

« **MEMBRE PREMIUM** » désigne un MEMBRE CERTIFIÉ dont l'établissement employeur a souscrit un abonnement premium pour le compte du MEMBRE.

« **PARTIES** » désigne conjointement LUM1 SAS et l'UTILISATEUR.

« **PLATEFORME** » désigne le site internet Lum1.fr et les applications mobiles Lum1 dédiées aux professionnels du secteur sanitaire et social.

« **PROFIL DE POSTE** » désigne le ou les profils professionnels auxquels le compte du MEMBRE est rattaché.

« **SERVICES** » désigne l'ensemble des services proposés par la société LUM1 SAS via le SITE ou les applications mobiles gérées par la SOCIÉTÉ.

« **SERVICE GRATUIT** » désigne le bouquet des fonctionnalités accessibles gratuitement aux MEMBRES.

« **SERVICE PREMIUM** » désigne le bouquet des fonctionnalités réservées aux CLIENTS, c'est-à-dire les MEMBRES PREMIUM dont la STRUCTURE a souscrit l'abonnement du même nom, l'abonnement PREMIUM.

« **SITE** » désigne le site Internet [Lum1.fr](http://Lum1.fr).

« **SOCIÉTÉ** » désigne la société LUM1 SAS au capital de 50 000 euros, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 833 870 991, qui édite et exploite le SITE et fournit le Service aux UTILISATEURS.

« **STRUCTURE** » désigne la personne morale (établissement, cabinet libéral ou organisation) exerçant notamment une activité dans le secteur sanitaire et social susceptible d'être recensée dans la base de données de la PLATEFORME.

« **UTILISATEUR** » désigne toute personne physique qui utilise la PLATEFORME et accède aux SERVICES proposés par la SOCIÉTÉ par le biais du SITE ou de ses applications mobiles.

« **VISITEUR** » désigne un UTILISATEUR qui consulte le SITE et qui ne dispose pas d'un compte.

## 2 Objet et acceptation des CGU

L'objet des présentes CGU est de définir les modalités et conditions dans lesquelles la SOCIÉTÉ met à disposition ses SERVICES via le SITE Lum1.fr et les applications mobiles liées.

L'utilisation des SERVICES est soumise à l'acceptation inconditionnelle par l'UTILISATEUR des Conditions Générales d'Utilisation. En accédant à la PLATEFORME et en bénéficiant des SERVICES, l'UTILISATEUR reconnaît donc avoir lu et compris l'intégralité des présentes CGU, et les accepter sans restriction ni réserve. Les CGU constituent le contrat entre les PARTIES.

Si l'UTILISATEUR n'accepte pas ces CGU, il ne doit pas utiliser la PLATEFORME et doit renoncer à bénéficier des SERVICES proposés par la SOCIÉTÉ.

La SOCIÉTÉ est libre de modifier unilatéralement et à tout moment le contenu des présentes CGU.

L'UTILISATEUR est expressément informé que l'unique version des CGU des SERVICES qui fait foi est celle qui se trouve en ligne sur la PLATEFORME au moment de son accès et de son utilisation des SERVICES, ce qu'il reconnaît et accepte sans restriction. L'UTILISATEUR s'engage à s'y référer systématiquement lors de chaque connexion pour s'informer d'une éventuelle modification.

## 3 Préambule

Les personnes physiques et les personnes morales recensées dans la base de données de la PLATEFORME peuvent rectifier elles-mêmes les informations qui les concernent. Lum1.fr est précisément conçu pour permettre aux acteurs recensés de créer un compte afin d'accéder à leurs données et d'intervenir directement, simplement et gratuitement sur le contenu diffusé les concernant, tant en ce qui concerne les personnes physiques que les personnes morales.

Les STRUCTURES recensées sur la plateforme figurent dans différentes bases de données Open Data mises à la disposition du public en licence Open Licence 2.0, notamment le répertoire FINESS, ou dans différents annuaires. Ces STRUCTURES, même si elles portent le nom des personnes physiques qui les représentent comme il est d'usage dans le cas notamment des professionnels libéraux, sont identifiées sur la PLATEFORME comme des personnes morales et ne disposent pas des mêmes droits que les personnes physiques. La SOCIÉTÉ se réserve le droit de référencer uniquement les STRUCTURES qui répondent d'après elles aux obligations des établissements sociaux, médico-sociaux, médicaux et paramédicaux, qui emploient des professionnels du secteur sanitaire et social et interviennent directement auprès des personnes fragiles, mais également les associations professionnelles, instituts de formations du secteur sanitaire et social et les établissements d'insertion sociale et professionnelle.

## **4 Description et accès aux SERVICES**

### **4.1 Objectif de la PLATEFORME**

Lum1.fr est une plateforme en ligne dédiée aux professionnels du secteur sanitaire et social, dont l'objet est de permettre aux dits professionnels d'identifier les structures et services du secteur, de créer leur répertoire de contacts, de faire certifier la véracité de leur profil par leurs responsables, de partager leurs coordonnées de lignes directes avec d'autres professionnels certifiés, de converser par visioconférence entre utilisateurs certifiés, et de consulter et publier des informations non sensibles en lien avec leur actualité .

La finalité de la PLATEFORME est :

- De référencer de façon la plus exhaustive possible les acteurs du secteur sanitaire et social ;
- De faciliter le repérage des professionnels entre eux ;
- De favoriser la communication et la collaboration entre les professionnels ;
- De diffuser et relayer les actualités du secteur ;
- De permettre au grand public de s'orienter plus efficacement vers les STRUCTURES de prise en charge ;
- D'améliorer la coordination du parcours des usagers.

### **4.2 Accessibilité des SERVICES**

L'UTILISATEUR accède aux SERVICES via la PLATEFORME.

L'accès à la PLATEFORME est autorisé à toute personne physique capable de souscrire un contrat conformément au droit français. L'accès aux services dédiés aux MEMBRES est strictement réservé aux professionnels du secteur sanitaire et social, et par extension à ceux du secteur de l'insertion sociale et professionnelle qui sont en poste dans un établissement au moment de leur demande d'inscription ou qui exercent une activité libérale dans ce secteur. Les acteurs qui traitent uniquement du bien-être, qui exercent des médecines non conventionnelles, qui fonctionnent uniquement avec l'intervention de bénévoles ou qui n'interviennent pas directement auprès des personnes fragiles ne sont pas autorisés à s'inscrire sur la PLATEFORME.

La PLATEFORME est accessible gratuitement, en tout lieu et à tout UTILISATEUR vérifiant les conditions citées ci-dessus et ayant un accès à Internet. Tous les frais supportés par l'UTILISATEUR pour accéder à la PLATEFORME (matériel informatique, connexion Internet, électricité, etc.) sont à la charge de l'UTILISATEUR. L'application mobile de la plateforme sera téléchargeable gratuitement depuis les plateformes de téléchargement d'applications Android et Apple.

La PLATEFORME propose des bouquets de services gratuits et payants qui requièrent l'inscription et la participation active des responsables des STRUCTURES. Les ADMINISTRATEURS et les MEMBRES des STRUCTURES sont encouragés à coordonner leurs actions sur la PLATEFORME, notamment leurs inscriptions, pour profiter pleinement des fonctionnalités proposées.

L'accès aux fonctionnalités payantes nécessite la souscription d'un contrat d'abonnement et l'acceptation des CGA par l'un des responsables de la STRUCTURE. Les fonctionnalités accessibles dépendent de la nature de l'UTILISATEUR et sont détaillées dans le paragraphe 4.3.

Les professionnels disposent du droit de créer ou non un COMPTE pour devenir MEMBRES. Les informations d'identification et de connexion du MEMBRE à son COMPTE sont strictement personnelles bien que la PLATEFORME revête un caractère professionnel. Chaque MEMBRE a le droit de modifier ses informations personnelles, de modifier son mot de passe, et de demander la suppression de son COMPTE. En aucun cas, un ADMINISTRATEUR ou un employeur ne peut demander ou imposer à un MEMBRE, même placé sous sa responsabilité, de lui remettre ses identifiants, de supprimer son COMPTE, ou d'exploiter celui-ci à des fins

contraires aux principes culturels, éthiques ou déontologiques des acteurs du secteur sanitaire et social ou de la charte éthique de la SOCIÉTÉ.

Les responsables des STRUCTURES sont invités à créer gratuitement le COMPTE ADMINISTRATEUR de leur STRUCTURE pour le paramétrer. La création du COMPTE ADMINISTRATEUR n'a lieu qu'une seule fois pour chaque STRUCTURE. Le responsable à l'initiative de la création du COMPTE ADMINISTRATEUR peut inviter l'ensemble des responsables de sa STRUCTURE à s'inscrire en tant que MEMBRE puis leur déléguer ses droits d'administration. Le COMPTE ADMINISTRATEUR pourra ainsi être géré de façon collégiale par le pool d'ADMINISTRATEURS.

En cas de départ du responsable de la STRUCTURE à l'initiative de la création du COMPTE ADMINISTRATEUR, le dit COMPTE ADMINISTRATEUR continuera d'être géré par le pool d'ADMINISTRATEURS. Les ADMINISTRATEURS ont la responsabilité de mettre à jour les profils obsolètes.

Les ADMINISTRATEURS, contrairement aux MEMBRES, peuvent éditer le profil de leur STRUCTURE. Les ADMINISTRATEURS sont les seuls à pouvoir rendre visibles les profils de poste des MEMBRES de leur équipe via le profil de leur STRUCTURE.

### **4.3 Fonctionnalités disponibles en fonction de la nature de l'UTILISATEUR**

Il existe cinq niveaux d'UTILISATEURS : les VISITEURS, les MEMBRES, les MEMBRES CERTIFIÉS, les MEMBRES PREMIUM et les ADMINISTRATEURS.

#### **➤ VISITEURS**

Les VISITEURS sont les UTILISATEURS qui viennent consulter le moteur de recherche sur la PLATEFORME et qui ne disposent pas d'un COMPTE.

Les fonctionnalités de Lum1 proposées aux VISITEURS sont gratuites et comprennent :

- Un accès au moteur de recherche cartographique des STRUCTURES recensées sur la PLATEFORME.

Le VISITEUR n'a pas accès aux services réservés aux MEMBRES.

#### **➤ MEMBRES**

Pour pouvoir accéder aux fonctionnalités de la PLATEFORME réservées aux MEMBRES, l'UTILISATEUR doit ouvrir un COMPTE en s'inscrivant sur la PLATEFORME.

**Il est rappelé que la création d'un COMPTE est strictement réservée aux professionnels du secteur sanitaire et social qui sont en poste dans un établissement au moment de la demande d'inscription ou qui exercent une activité libérale dans ce secteur.**

Les modalités de création et d'utilisation du COMPTE sont détaillées dans le paragraphe 5.2

Par défaut, le détail des informations personnelles et les coordonnées directes des MEMBRES est ANONYMISÉ au regard des MEMBRES qui ne font pas partie de leur STRUCTURE.

Les fonctionnalités ouvertes aux MEMBRES sont gratuites et correspondent à :

- Un accès au moteur de recherche cartographique.
- La création d'un carnet d'adresses personnalisé.

- Edition de fiches de postes permettant à chaque MEMBRE de diffuser son profil dans les STRUCTURES où il exerce une activité. Chacun des profils de postes est soumis au contrôle des ADMINISTRATEURS par le biais de la procédure de « certification ».
- Demandes de connexions avec d'autres MEMBRES sur saisie de leurs adresses email ou par le biais du bouton « découvrir ».
- Saisir des commentaires dans le carnet d'adresses personnalisé.
- Affichage de notifications personnalisées liées aux interactions entre les MEMBRES ou à toute information susceptible de leur être communiquée.

Pour accéder à l'ensemble des fonctionnalités du SERVICE GRATUIT, les responsables de STRUCTURES doivent créer un compte administrateur et certifier le profil de poste des MEMBRES qui font partie de leurs effectifs.

### ➤ MEMBRES CERTIFIÉS

Les MEMBRES CERTIFIÉS sont les MEMBRES de la PLATEFORME dont le profil a été certifié manuellement par un ADMINISTRATEUR de la STRUCTURE dans laquelle les MEMBRES exercent.

Les MEMBRES CERTIFIÉS ont accès à l'ensemble du SERVICE GRATUIT qui comprend :

- Les fonctionnalités proposées par défaut aux MEMBRES.
- La consultation du détail des services propres à chaque STRUCTURE.
- L'administration d'une fiche de poste dans la ou les STRUCTURES où le MEMBRE exerce.
- L'accès DESANONYMISÉ aux différentes fiches de postes des professionnels de la STRUCTURE où le membre exerce.
- L'accès ANONYMISÉ par défaut aux différentes fiches de poste des professionnels des autres STRUCTURES.
- La possibilité de demander à se connecter avec d'autres MEMBRES pour partager son profil DESANONYMISÉ (nom, prénom, photo, ligne directe, email et fax).
- La possibilité de paramétrer chacune de ses fiches de postes de façon DESANONYMISÉE auprès des autres MEMBRES.
- La possibilité de participer à une conversation par visioconférence lorsqu'un MEMBRE PREMIUM le lui propose.

### ➤ MEMBRES PREMIUM

Les MEMBRES PREMIUM sont les MEMBRES d'une STRUCTURE dont l'ADMINISTRATEUR a souscrit un abonnement payant leur donnant accès au SERVICE PREMIUM.

Les fonctionnalités et les tarifs du SERVICE PREMIUM sont énoncés dans les CGA.

Les MEMBRES PREMIUM profitent du bouquet SERVICE GRATUIT et du bouquet SERVICE PREMIUM.

### ➤ ADMINISTRATEURS

Les ADMINISTRATEURS sont les MEMBRES qui disposent de l'autorité nécessaire pour représenter leur STRUCTURE. Ils disposent des droits nécessaires pour :

- Créer un compte ADMINISTRATEUR
- Administrer le COMPTE de la STRUCTURE (présentation, services, postes),
- Certifier les profils de poste des MEMBRES inscrits dans leur STRUCTURE,
- Déléguer leurs pouvoirs d'administration à des MEMBRES de leur STRUCTURE qui deviendront eux aussi ADMINISTRATEURS,
- Certifier ou non les profils de poste des MEMBRES inscrits dans leur STRUCTURE,
- Souscrire au SERVICE PREMIUM.

L'ADMINISTRATEUR d'une STRUCTURE ne peut créer son COMPTE qu'une fois que sa STRUCTURE est référencée dans la base de données de la SOCIÉTÉ (cf. Article 4.4 : référencement dans la base de données).

Une fois la demande de création du COMPTE ADMINISTRATEUR envoyée, la SOCIETE procède à une vérification du profil de l'ADMINISTRATEUR puis elle l'informe de l'activation de son COMPTE ADMINISTRATEUR.

Dès lors qu'un ADMINISTRATEUR s'inscrit dans une STRUCTURE, la mise à jour automatique des informations de celle-ci ne sera plus effectuée par la société Lum1. Les seules mises à jour diffusées seront celles apportées par les ADMINSTRATEURS de l'établissement en question.

L'abonnement et les fonctionnalités du SERVICE PREMIUM seront activés conformément aux CGA.

#### **4.4 Référencement des STRUCTURES dans la base de données.**

Le référencement d'une STRUCTURE qui n'apparaîtrait pas dans la base de données de la PLATEFORME est possible sous réserve d'éligibilité de la STRUCTURE (cf. article 4.2 paragraphe 2).

Les UTILISATEURS peuvent référencer eux-mêmes leur STRUCTURE en complétant le formulaire prévu à cet effet lors de leur inscription en tant que MEMBRE. La STRUCTURE apparaîtra ensuite dans les résultats du moteur de recherche cartographique de STRUCTURES de la PLATEFORME et dans le champ « établissement » du formulaire d'inscription.

Il ne pourra pas être reproché à la SOCIETE de supprimer le profil des établissements et ceux des MEMBRES qui ne respectent pas les conditions d'éligibilité pour s'inscrire sur la PLATEFORME. Dans le cas où l'établissement supprimé aurait souscrit à l'ABONNEMENT PREMIUM, un remboursement partiel au prorata du temps écoulé depuis sa souscription pourra être proposé sur demande transmise à l'adresse « administrateurs@lum1.fr ».

#### **4.5 Spécificités relatives au service de Visioconférence**

La visioconférence est définie comme un moyen de communication à distance utilisant à la fois l'audio et la vidéo. Le service de visioconférence fourni aux MEMBRES PREMIUM via la PLATEFORME a pour objectif de faciliter les échanges entre les professionnels du secteur sanitaire et social. Les MEMBRES PREMIUM peuvent déclencher une visioconférence avec des MEMBRES CERTIFIÉS.

Ce service n'a pas pour vocation à se substituer aux rencontres réelles entre professionnels qui elles, garantissent une qualité de communication optimale.

Les SERVICES disponibles sur la PLATEFORME n'entrent pas dans le cadre de la Télémédecine telle que définie dans le décret n° 2010-1229 du 19 octobre 2010 et ne peuvent servir de support à la pratique de téléconsultation, de téléexpertise, de télésurveillance ou de téléassistance. La SOCIÉTÉ invite ses MEMBRES à se tourner vers des dispositifs adaptés pour organiser ces types de communications et se décharge de toute responsabilité en cas d'utilisation inappropriée de son service de visioconférence.

## **5 Règles d'utilisation de la PLATEFORME**

### **5.1 Respect des règles de secret et de confidentialité**

Les professionnels du secteur sanitaire et social étant soumis, soit aux règles de secret, soit aux règles de confidentialité dans les conditions prévues par la loi française, par les codes de déontologie, ou encore par les chartes éthiques professionnelles, il est rappelé que les UTILISATEURS ne doivent jamais communiquer via la PLATEFORME d'information sensible susceptible d'être sanctionnée notamment au titre de l'article 226-13 du Code Pénal.

L'absence de messagerie privée entre UTILISATEURS permet d'assurer qu'aucune information sensible ne puisse être échangée par ce biais sur la PLATEFORME. Néanmoins, en acceptant les présentes CGU, les UTILISATEURS s'engagent à ne jamais détourner les fonctionnalités de la PLATEFORME dans le but de saisir, stocker ou diffuser des données sensibles via celle-ci.

En diffusant sur sa PLATEFORME sa charte éthique et sa politique de confidentialité, la SOCIÉTÉ insiste sur le respect absolu des principes et des règles liés au secret professionnel, au secret médical, au devoir de confidentialité ainsi qu'au devoir de réserve.

### **5.2 Création et gestion du COMPTE MEMBRE**

Les professionnels qui souhaitent s'inscrire sur la PLATEFORME peuvent le faire instantanément dès lors que la STRUCTURE dans laquelle ils exercent apparaît dans la base de données accessible via la carte interactive.

Ce compte est personnel. Il peut être utilisé par le MEMBRE tout au long de sa carrière sans qu'il soit nécessaire de le supprimer ou d'en créer un nouveau à chaque nouvelle expérience professionnelle.

La création du COMPTE se fait via un formulaire d'inscription en ligne. Pour que la SOCIÉTÉ valide la création du COMPTE, l'UTILISATEUR doit notamment renseigner sa profession, son poste, la structure qui l'emploie, son adresse email de connexion, et doit accepter sans restriction ni réserve l'intégralité des présentes CGU.

Le MEMBRE s'engage à ne créer qu'un seul compte correspondant à son profil.

Lors de la demande d'ouverture de son COMPTE, l'UTILISATEUR s'engage à fournir des informations vraies, exactes, à jour et complètes sur son identité (nom prénom, email, profession, poste actuel, etc.) comme demandé dans le formulaire d'inscription. Il s'engage notamment à ne pas créer une fausse identité de nature à induire la SOCIÉTÉ ou les tiers en erreur et à ne pas usurper l'identité d'une autre personne physique. L'UTILISATEUR s'engage à mettre immédiatement à jour, en cas de modification, les données qu'il a communiquées initialement.

En s'inscrivant, le MEMBRE accepte d'être inscrit à la newsletter et de recevoir des emails liés à l'utilisation de la PLATEFORME. Pour exemple, suite à la validation du formulaire d'inscription, le MEMBRE reçoit un email d'activation de son COMPTE à l'adresse email de connexion qu'il aura renseignée. Celui-ci mentionnera un lien hypertexte sur lequel l'UTILISATEUR devra cliquer pour vérifier son adresse email. L'UTILISATEUR recevra un message de la SOCIÉTÉ lui confirmant la création de son COMPTE et son nouveau statut de MEMBRE. Dans ce message seront indiqués les IDENTIFIANTS (nom d'utilisateur et mot de passe) qui permettront au MEMBRE de s'identifier sur la PLATEFORME pour accéder à son COMPTE. Les IDENTIFIANTS sont personnels et strictement confidentiels.

Le MEMBRE est seul et entièrement responsable de l'utilisation des IDENTIFIANTS le concernant. Il s'engage à mettre tout en œuvre pour conserver secrets ses IDENTIFIANTS et à ne pas les divulguer, à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit.

Toute perte, détournement ou utilisation non autorisée des IDENTIFIANTS d'un MEMBRE et leurs conséquences relèvent de la seule responsabilité de ce MEMBRE. Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, le MEMBRE est tenu

d'en avvertir la SOCIÉTÉ, sans délai, par message électronique, précisant ses IDENTIFIANTS, nom et prénom à l'adresse suivante : [contact@lum1.fr](mailto:contact@lum1.fr), afin que la SOCIÉTÉ puisse procéder à la réinitialisation du COMPTE.

**Le MEMBRE peut supprimer lui-même son COMPTE depuis son espace personnel (« Mon profil »). Cette suppression entraîne instantanément la suppression définitive de toutes les données le concernant sur la PLATEFORME.**

### 5.3 Création et gestion du COMPTE ADMINISTRATEUR

La création d'un COMPTE ADMINISTRATEUR est réservée aux représentants des STRUCTURES du secteur sanitaire et social. Si la STRUCTURE n'est pas encore référencée sur Lum1.fr, le numéro d'identification SIRET devra être renseigné lors de l'inscription de l'ADMINISTRATEUR. Le représentant qui crée un COMPTE ADMINISTRATEUR pour sa STRUCTURE doit disposer des pièces qui justifient son autorité en cas de signalement, d'inscription frauduleuse ou de tout litige (statuts, habilitation, contrat de travail, carte nationale d'identité, etc.). Le représentant de la STRUCTURE à l'origine de la demande s'engage à fournir à la SOCIÉTÉ une copie de ces pièces si la SOCIÉTÉ les lui demande.

Ce COMPTE permet aux ADMINISTRATEURS de gérer directement les paramètres liés aux fonctionnalités concernant leur STRUCTURE sur la PLATEFORME, notamment de certifier ou de signaler le profil des MEMBRES qui se sont inscrits en prétendant travailler auprès de la STRUCTURE.

La demande de création du COMPTE ADMINISTRATEUR a lieu automatiquement lors de l'inscription d'un MEMBRE qui déclare être un ADMINISTRATEUR de la STRUCTURE, ou bien lorsqu'un MEMBRE se déclare a posteriori ADMINISTRATEUR depuis les paramètres de son COMPTE. Pour sécuriser la création du COMPTE ADMINISTRATEUR, l'UTILISATEUR devra saisir sur la PLATEFORME un code de validation qui lui sera transmis par la SOCIÉTÉ par courrier adressé à son attention à l'adresse postale de sa STRUCTURE.

Toute perte, détournement ou utilisation non autorisée du code de validation du COMPTE ADMINISTRATEUR et leurs conséquences relèvent de la seule responsabilité de cet ADMINISTRATEUR. Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, l'ADMINISTRATEUR est tenu d'en avvertir la SOCIÉTÉ, sans délai, par message électronique, précisant ses IDENTIFIANTS, nom, prénom à l'adresse suivante : [administrateurs@lum1.fr](mailto:administrateurs@lum1.fr), afin que la SOCIÉTÉ puisse procéder à la réinitialisation du COMPTE ADMINISTRATEUR.

### 5.4 Obligation des UTILISATEURS et règles de bonne conduite sur le site

Dans le cadre de l'utilisation de la PLATEFORME, chaque UTILISATEUR s'engage à :

- Respecter les dispositions des présentes CGU,
- Utiliser le SITE de manière honnête et raisonnable, envers la SOCIÉTÉ et les autres UTILISATEURS,
- Ne pas porter atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs et se conformer aux lois et règlements en vigueur,
- Respecter les droits des tiers et en particulier ne pas utiliser la PLATEFORME dans le but de causer un préjudice à la réputation et l'image des UTILISATEURS, ne pas diffamer des professionnels du secteur sanitaire et social,
- Ne pas diffuser d'information sensible susceptible d'être sanctionnée notamment au titre de l'article 226-13 du Code Pénal,
- Ne pas utiliser la PLATEFORME dans le but de causer un préjudice à la réputation et l'image de la SOCIÉTÉ ou plus généralement à porter atteinte aux droits, notamment de propriété intellectuelle, de LUM1 SAS,



- Ne pas diffuser des données ayant pour effet de diminuer, de désorganiser, de ralentir ou d'interrompre la circulation normale des informations entre les UTILISATEURS,
- Ne pas utiliser des dispositifs ou des logiciels autres que ceux fournis par la SOCIÉTÉ dans le but d'affecter ou de tenter d'affecter le bon fonctionnement de la PLATEFORME ou du SERVICE ou encore d'extraire ou de modifier tout ou partie de la PLATEFORME,
- Ne pas copier tout ou partie du contenu présent sur la PLATEFORME sur quelque support que ce soit sans autorisation écrite de la part de la SOCIÉTÉ,
- Ne pas enregistrer le contenu diffusé à l'occasion d'une visioconférence sur la PLATEFORME, sauf cas exceptionnel où l'accord de l'ensemble des participants est recueilli et où le motif de l'enregistrement a été expliqué et justifié,
- Si l'échange vidéo rentre dans le cadre de la télémédecine, utiliser des dispositifs en conformité avec les règles de la télémédecine plutôt que de passer par le service de visioconférence proposé par la PLATEFORME.

## 5.5 Mesures de sanction

En cas de non-respect de l'un ou l'autre des engagements énoncés aux paragraphes 5.1, 5.2 et 0, et sans que cette liste ne soit restrictive, l'UTILISATEUR reconnaît et accepte que la SOCIÉTÉ aura la faculté de suspendre ou résilier le COMPTE de l'UTILISATEUR immédiatement sans préavis ni indemnité et lui refuser, unilatéralement, sans notification préalable et sans indemnité, l'accès à tout ou partie de la PLATEFORME et des SERVICES.

Les MEMBRES faisant l'objet des sanctions et en particulier de limitation d'utilisation de la PLATEFORME ou de suspension, s'engagent à ne pas ouvrir de nouveau COMPTE sur la PLATEFORME.

## 5.6 Responsabilité de l'UTILISATEUR

L'UTILISATEUR est seul responsable de l'utilisation qu'il fait de la PLATEFORME et du SERVICE auquel il accède depuis le SITE ou les applications mobiles gérés par la SOCIÉTÉ.

La SOCIÉTÉ ne pourra en aucun cas être tenue responsable dans le cadre d'une procédure introduite à l'encontre de l'UTILISATEUR qui se serait rendu coupable d'une utilisation non conforme de la PLATEFORME et/ou des SERVICES qu'elle procure.

L'UTILISATEUR reconnaît et accepte à cet égard qu'il fera son affaire personnelle de toute réclamation ou procédure formée contre la SOCIÉTÉ, du fait de l'utilisation non conforme par lui de la PLATEFORME.

La SOCIÉTÉ décline toute responsabilité vis-à-vis de l'utilisation inadéquate de son service de visioconférence. Ce service ne répondant pas techniquement aux règles de la télémédecine, les échanges qui doivent avoir lieu dans ce cadre devront être organisés ailleurs que sur la PLATEFORME Lum1.fr.

# 6 Limitation de garantie et de responsabilité

## 6.1 Informations fournies par la PLATEFORME

Les données fournies par le moteur de recherche de la PLATEFORME sont extraites des bases de données Open Data suivantes :

- FINESS produite par le ministère de la Santé et des Solidarités ;

La SOCIÉTÉ s'engage à mettre à jour les bases de données de son moteur de recherche accessible sur la PLATEFORME afin de fournir les informations issues des dernières versions disponibles des bases de données Open-Data précitées.

Les données fournies dans ces bases de données sont réputées fiables. Toutefois, aucune garantie n'est apportée concernant l'exactitude des informations fournies. Les informations fournies par la PLATEFORME le sont à titre uniquement indicatif. La SOCIÉTÉ ne saurait être tenue responsable en cas d'erreurs dans les données affichées.

Par ailleurs, la SOCIÉTÉ décline toute responsabilité en cas d'inexactitude, d'inadéquation ou d'illicéité des informations fournies par les MEMBRES lors de leur inscription et délivrée sur leurs fiches personnelles, et sur les fiches d'établissements.

À ce titre, la SOCIÉTÉ ne garantit pas les contenus fournis par un MEMBRE. La SOCIÉTÉ ne saurait être tenue responsable en cas d'omissions ou d'erreur des données, informations ou contenu fournis par un MEMBRE. La responsabilité de la SOCIÉTÉ ne pourra être recherchée en cas de dommages consécutifs à l'utilisation de tout contenu fourni par un MEMBRE affiché ou transmit par courrier électronique ou par toute autre manière, via la PLATEFORME.

La SOCIÉTÉ invite les UTILISATEURS à signifier tout contenu qui serait inexact, inadéquat ou illicite en envoyant un mail à l'adresse [signalement@lum1.fr](mailto:signalement@lum1.fr). La SOCIÉTÉ s'engage à retirer tout contenu illicite ou signalé dès qu'elle en aura connaissance.

La SOCIÉTÉ se réserve le droit d'accueillir sur sa PLATEFORME les STRUCTURES et les professionnels qu'elle seule estime légitimes conformément à ses objectifs et à sa charte de valeurs. En effet, les acteurs inscrits sur la PLATEFORME doivent relever du secteur sanitaire et social et respecter les principes et règles propres à ce secteur. Il ne pourra pas être reproché à la SOCIÉTÉ de refuser d'accueillir quelle STRUCTURE que ce soit ou de lui imposer de justifier ces choix dans ce domaine.

## **6.2 Responsabilités et force majeure**

La SOCIÉTÉ s'engage à mettre tous les moyens mis à sa disposition pour assurer un accès de qualité à ses SERVICES, et les rendre disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Cependant, à cet égard, la SOCIÉTÉ n'est tenue que d'une obligation de moyens, et ne s'engage pas à atteindre ces résultats. En particulier, et compte tenu de la nature spécifique du réseau Internet, la SOCIÉTÉ n'offre aucune garantie concernant la continuité des services.

L'accès à la PLATEFORME peut être à tout moment restreint, interrompu, modifié ou suspendu sans préavis du fait d'une cause extérieure à la SOCIÉTÉ ou pour toute opération de maintenance, de mise à jour et d'opérations visant à faire évoluer la PLATEFORME. Dans ces différents cas, la SOCIÉTÉ ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable en raison d'une interruption des SERVICES, quelle que soit la cause, la durée ou la fréquence de cette interruption.

La SOCIÉTÉ s'efforcera, dans la mesure du possible, d'informer les UTILISATEURS en amont de toute opération de maintenance.

La SOCIÉTÉ se réserve le droit de modifier le contenu et de mettre à jour le site, à tout moment, et sans préavis. La SOCIÉTÉ peut interrompre, temporairement ou définitivement, l'accès à tout ou partie des SERVICES, à tout moment sans préavis, et sans que cela ne donne droit à indemnités.

La responsabilité de la SOCIÉTÉ ne pourra être engagée en cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence ou du fait imprévisible et insurmontable d'un tiers empêchant ou retardant l'exécution de l'une de ses obligations.

La responsabilité de la SOCIÉTÉ ne pourra pas non plus être engagée en cas de dommages liés à l'impossibilité temporaire d'accéder à l'un des services proposés par le SITE.

En particulier, la SOCIÉTÉ ne saurait être tenue responsable des dommages indirects, du manque à gagner découlant de la perte de données ou de la perte d'exploitation causée par l'utilisation ou l'impossibilité d'utiliser le site, les services ou le contenu.

L'UTILISATEUR connaît et assume en pleine connaissance de cause les caractéristiques de l'Internet et de son usage, en particulier les limitations liées aux performances techniques, au temps de réponse et les risques liés à la sécurité des communications.

La responsabilité de la SOCIÉTÉ ne pourra être recherchée pour des actes réalisés par l'UTILISATEUR ou un tiers utilisant les SERVICES.

Tout logiciel, téléchargé par l'UTILISATEUR, ou obtenu de toute autre manière lors de l'utilisation des SERVICES, l'est aux risques et périls de l'UTILISATEUR.

La SOCIÉTÉ propose un réseau social en mesure de favoriser la mise en relation des professionnels du secteur sanitaire et social. Toutefois, la SOCIÉTÉ ne pourra être tenue responsable de toute conséquence qui pourrait survenir au cours ou à l'issue de rencontres ou prise de contacts entre plusieurs MEMBRES ou non MEMBRES, à la suite de l'utilisation de la PLATEFORME.

La SOCIÉTÉ se dégage de toute responsabilité des conséquences résultant de tout virus.

### **6.3 Liens hypertextes**

Des liens sortants hypertextes peuvent être présents sur la plateforme renvoyant vers des sites Internet de tiers, en particulier vers des sites Internet d'établissements du secteur sanitaire ou social ou des professionnels libéraux.

La SOCIÉTÉ n'est pas responsable du contenu des pages web vers lesquels mènent ces liens hypertextes. Ainsi, la responsabilité de la SOCIÉTÉ ne pourra être engagée dans le cas où le contenu des sites Internet accessibles via des liens hypertextes déposés sur la PLATEFORME contreviendrait aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

## **7 Protection des données à caractère personnel**

### **7.1 RGPD : Règlement Général de la Protection des Données**

La société Lum1 met tout en œuvre pour respecter le nouveau Règlement Général de la Protection des Données (RGPD) entrées en vigueur le 25 mai 2018. Ce nouveau règlement vient remplacer la déclaration CNIL en vigueur jusqu'à lors concernant la protection et le traitement des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel recueillies sont des données permettant d'identifier, directement ou indirectement, les MEMBRES en tant qu'individu. Le formulaire d'inscription permet au professionnel du secteur sanitaire et social qui le souhaite de s'inscrire sur la PLATEFORME, afin de bénéficier des SERVICES, en communiquant à la SOCIÉTÉ certaines données à caractère personnel le concernant telles que son nom, prénom, sa profession, son adresse email, son numéro de téléphone, son poste et sa date de naissance. Ces renseignements sont strictement nécessaires pour proposer aux utilisateurs une expérience qui s'adapte à leur profil et qui réponde à leurs besoins.

Suite à son inscription sur la PLATEFORME, le MEMBRE est invité à compléter son profil personnel eu égard à la finalité du service. Le MEMBRE peut être amené à fournir des informations, à caractère personnel ou non, sur son parcours et ses compétences professionnels.

La SOCIÉTÉ s'engage à n'utiliser ces données que dans le cadre de la finalité prévue lors de la collecte. En particulier, la SOCIÉTÉ est susceptible de collecter des données en vue de la réalisation de statistiques sur l'utilisation de la PLATEFORME, et en vue d'améliorer la qualité du SERVICE.

La SOCIÉTÉ porte une attention particulière à la protection et à la confidentialité des données à caractère personnel des MEMBRES et met en place les dispositions techniques nécessaires à garantir leur sécurité. Ainsi, la SOCIÉTÉ veille à ce que les données à caractère personnel recueillies via le SITE ne soient ni perdues ni détournées, ni consultées, ni modifiées ou divulguées par des tiers non autorisés. La SOCIÉTÉ s'engage à ne transmettre ces données qu'à caractère personnel à aucun tiers non autorisé.

En tout état de cause, la SOCIÉTÉ s'engage à traiter l'ensemble des données collectées de manière conforme à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Par application de cette loi, le MEMBRE dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données à caractère personnel le concernant traitées via la PLATEFORME, ainsi que du droit de s'opposer à la communication de ces données à des tiers pour de justes motifs.

La SOCIÉTÉ s'engage à transmettre aux MEMBRES qui les réclament un fichier contenant l'intégralité des informations enregistrées dans la base de données de la PLATEFORME les concernant.

Le MEMBRE peut exercer ses droits RGPD en écrivant à l'adresse électronique suivante [dpo@lum1.fr](mailto:dpo@lum1.fr) ou en envoyant un courrier à l'adresse postale suivante : LUM1 SAS – 3 rue Alfred Tonnellé – 33270 FLOIRAC.

Toutefois, cet accès peut lui être refusé dans les cas prévus par la loi.

Retrouvez plus de détails concernant le traitement de vos données personnelles dans notre [charte de confidentialité](#).

## **7.2 Cookies**

Conformément à l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, LUM1 SAS informe les UTILISATEURS de la PLATEFORME de l'utilisation de cookies. Un cookie est un petit fichier texte déposé sur votre ordinateur, smartphone ou tablette par le biais de votre navigateur Internet lorsque vous visitez un site internet ou consultez une publicité.

Les cookies collectent des informations relatives à votre navigation internet et permettent notamment de vous reconnaître lors de vos visites suivantes sur la PLATEFORME. Cela permet ainsi d'améliorer votre utilisation de la PLATEFORME. Les cookies peuvent être permanents ou temporaires (de session). Les cookies de session sont supprimés lorsque vous fermez votre navigateur et les cookies permanents restent sur votre ordinateur d'une session de navigation à une autre et y demeurent jusqu'à ce que vous les supprimiez manuellement ou que le navigateur les purge passé un certain délai.

Vous pouvez à tout moment configurer votre navigateur internet de façon à accepter, refuser ou désactiver les cookies. Pour paramétrer vos choix, vous devez vous rendre dans la rubrique aide de votre navigateur.

Si vous désactivez les cookies, certains éléments graphiques peuvent ne pas s'afficher correctement et/ou certaines fonctionnalités peuvent ne pas fonctionner.

### **7.3 Droit d'opposition**

Les personnes physiques peuvent faire valoir leur droit d'opposition à toute diffusion d'information les concernant sur la plateforme Lum1.fr en adressant un courrier mentionnant comme objet « Droit d'opposition » demandant la suppression de leurs données personnelles de la base de données de la société Lum1. Le requérant doit transmettre ce courrier au siège de la société Lum1 accompagné d'une photocopie de sa carte nationale d'identité. La société procédera à la suppression de ses données dans un délai de 30 jours ouvrés maximum à compter de la date de réception du courrier du requérant. Les MEMBRES souhaitant supprimer eux-mêmes leur compte et les informations qui les concernent peuvent le faire eux-mêmes sans délai depuis le panneau d'administration de leur compte personnel une fois connecté à la plateforme.

## **8 Propriété intellectuelle**

La SOCIÉTÉ est le titulaire des droits de propriété intellectuelle de la structure générale de la PLATEFORME et de son contenu (textes, slogans, images, photos et autres contenus).

Ainsi, conformément aux dispositions du Livre 1er du Code de la propriété intellectuelle, toute représentation, reproduction, modification, dénaturation et/ou exploitation totale ou partielle de la PLATEFORME, de son contenu ou des SERVICES, par quelque procédé que ce soit et sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable de la SOCIÉTÉ, est prohibée et constitue des actes de contrefaçon de droits d'auteur.

Les marques, logos, dénominations sociales, sigles, noms commerciaux, enseignes et noms de domaine de la SOCIÉTÉ font l'objet d'une protection par le Code de la propriété intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur.

Toute représentation, reproduction ou exploitation partielle ou totale de ces signes distinctifs est donc prohibée et constitutive de contrefaçon de marque, en application des dispositions du Livre 7 du Code de la propriété intellectuelle, d'usurpation de dénomination sociale, nom commercial et de nom de domaine engageant la responsabilité civile délictuelle de son auteur.

## **9 Durée et résiliation**

Le Contrat est conclu pour une durée indéterminée à compter de l'acceptation par l'UTILISATEUR des présentes CGU.

Pour toute information relative au fonctionnement des SERVICES accessibles via la PLATEFORME, l'UTILISATEUR est invité à contacter la SOCIÉTÉ via le courrier électronique : [contact@lum1.fr](mailto:contact@lum1.fr) .

Chaque MEMBRE peut à tout moment résilier son COMPTE en envoyant un courrier électronique explicite demandant la suppression du COMPTE à l'adresse email : [contact@lum1.fr](mailto:contact@lum1.fr) .

## **10 Droit applicable**

Les présentes Conditions générales d'utilisation (CGU) qui régissent les relations entre les PARTIES sont soumises au droit français.

En cas de traduction de ces CGU, la version française des Conditions générales d'utilisation fait foi.